



Assemblée générale

Cinquante-deuxième session

88^e

séance plénière

Vendredi 26 juin 1998, à 11 h 40

New York

Documents officiels

Président : M. Oudovenko (Ukraine)

En l'absence du Président, M. Boyd (Panama), Vice-Président, assume la présidence.

La séance est ouverte à 11 h 40.

Point 95 de l'ordre du jour (suite)

Questions de politique macro-économique

c) Science et technique au service du développement

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Les Membres se rappelleront qu'à sa 86^e séance plénière le 2 juin 1998, l'Assemblée générale a décidé de reprendre l'examen de l'alinéa c) du point 95 de l'ordre du jour et d'examiner ce point directement en séance plénière.

En ce qui concerne le point 95 c) de l'ordre du jour, l'Assemblée est saisie d'un projet de résolution, publié sous la cote A/52/L.75/Rev.1.

Je donne maintenant la parole au représentant du Pakistan, qui va présenter le projet de résolution A/52/L.75/Rev.1.

M. Kamal (Pakistan) (*interprétation de l'anglais*) : La révolution informatique, qui a commencé il y a quelques années a maintenant pris des proportions astronomiques. Elle est en train de radicalement transformer tous les domaines de l'activité humaine. L'ensemble des processus de

prise de décisions et de planification stratégique des gouvernements et du secteur privé est fortement tributaire aujourd'hui de la technologie de l'information et de la communication. La technologie de l'information est ainsi devenue le nerf de nos marchés intérieurs et mondiaux.

Bien que cette révolution constitue l'une des plus grandes potentialités de l'histoire de l'homme, elle pose également des défis sans précédents. L'un d'entre eux est le problème informatique posé par le passage à l'an 2000. La toute première minute de ce nouveau millénaire va mettre le monde face à ce problème de virus mondial, qui va s'infiltrer dans les coins et recoins les plus profonds de notre réseau mondial informatique.

Face à l'énormité et à la complexité de ce problème du passage à l'an 2000, notre réaction doit se fonder sur une série d'hypothèses de base. Tout d'abord, le problème a de larges incidences, pas seulement pour les ordinateurs, mais aussi pour tout le matériel contenant des puces intégrées. Deuxièmement, l'omniprésence de ces puces intégrées fait qu'il est pratiquement impossible d'estimer correctement l'ampleur réelle du problème ou même d'identifier tous les secteurs touchés. Troisièmement, il s'agit d'un problème de nature mondiale et il faut donc lui donner une solution mondiale, sans faire de distinctions basées sur les prévisions fondées sur le nombre d'ordinateurs par habitant. Quatrièmement, l'échéance du 31 décembre 1999 est totalement immuable, et toute mesure corrective doit être prise avant cette échéance, et même bien avant. Cinquièmement et

enfin, ce problème, en raison de sa nature mondiale, nous offre une occasion unique de collaboration internationale pour trouver une solution internationale à un problème international.

C'est pourquoi, l'Organisation des Nations Unies est intervenue pour essayer de régler ce problème. Les mesures que l'ONU prendra pour régler ce problème du passage à l'an 2000 sont subdivisées en deux catégories distinctes. En premier lieu, il faut prendre des mesures au sein des secrétariats du système des Nations Unies, pas seulement à New York, mais aussi dans tous les autres sièges des Nations Unies, pour assurer l'adaptation du matériel au passage à l'an 2000. En second lieu, il faut coordonner au niveau mondial les mesures prises au niveau des États Membres.

Sous les auspices du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique et son équipe spéciale, des mesures ont été lancées, depuis l'an dernier, au sein du Secrétariat de l'ONU. Nous espérons que le système informatique des Nations Unies sera adapté en temps voulu, avant l'aube du nouveau millénaire. Néanmoins, le deuxième domaine d'action concernant les États Membres est beaucoup plus compliqué. Les États Membres de l'Organisation des Nations Unies se trouvent à des niveaux différents de développement. Certains ont des millions d'ordinateurs et des milliards de puces intégrées; d'autres n'en ont que quelques centaines. Mais tous seront confrontés au même problème du fait de la profonde interdépendance du réseau mondial informatique.

Tandis que de nombreux États Membres ont déjà entrepris des efforts systématiques pour parer au problème du passage à l'an 2000, nombreux sont encore ceux qui ne sont pas pleinement conscients de la nature ou de l'ampleur de ce problème international. Les niveaux de prise de conscience et d'action n'ont pas atteint le degré de rapidité qu'exige cette échéance du 31 décembre 1999. Étant donné l'importance qu'il convient d'accorder à ce problème, la question est maintenant portée à l'attention de l'Assemblée générale.

Le Pakistan a l'honneur de présenter le projet de résolution publié sous la cote A/52/L.75/Rev.1. Ce projet de résolution est le résultat de larges consultations, se concentre sur les mesures à prendre et est orienté vers l'avenir. Il met non seulement l'accent sur la gravité du problème du passage à l'an 2000, mais demande plus particulièrement aux gouvernements d'accorder la priorité voulue aux mesures nationales et à la coopération mondiale. Il demande au Conseil économique et social d'établir, à sa session de fond de 1998, des directives dont les États Membres pourront

tirer parti pour chercher à résoudre, sous ses divers aspects, le problème du passage à l'an 2000. Il prie le Secrétaire général de prendre des mesures afin de faire en sorte que tous les organismes du système des Nations Unies puissent s'adapter au passage à l'an 2000; et il demande que soit créé un système de suivi au sein de l'ONU, qui fera en sorte que les mesures soient appliquées bien avant l'échéance.

Le projet de résolution prie le Secrétaire général de faire en sorte que le système des Nations Unies suive de près les sources de financement existantes et potentielles afin d'appuyer les efforts des pays en développement et des pays en transition visant à résoudre le problème du passage à l'an 2000, mais il se félicite également que la Banque mondiale ait créé un fonds d'affectation spéciale pour appuyer les efforts visant à résoudre le problème du passage à l'an 2000 au moyen de contributions volontaires versées par les États Membres.

Nous espérons que le projet de résolution sera adopté par consensus. La délégation pakistanaise restera prête à fournir toute aide en vue du règlement de ce problème du passage à l'an 2000, comme elle l'a toujours été pour tous les aspects du domaine de l'informatique, dont l'importance est décisive.

M. Sklar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Je suis heureux d'exprimer l'appui des États-Unis au projet de résolution sur les incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000. Dans un monde très dépendant des systèmes électroniques pour le traitement et l'échange de données financières et autres, il est impératif que les pays s'attaquent à ce problème sans retard. Ceux qui ne le feraient pas risquent de voir les fonctions gouvernementales et du monde des affaires gravement perturbées. Et avec l'échéance inéluctable du 31 décembre 1999, qui se rapproche rapidement, il n'y a vraiment plus de temps à perdre. Sans doute, aucune autre question soumise à cet organe ne revêt un tel intérêt pour tous les États Membres — grands et petits, développés et sous-développés — que celle-ci. Nous avons tous besoin de trouver une solution à ce problème et nous sommes tous dépendants les uns des autres.

Il s'agit d'un problème international ayant des incidences pour tous les pays. Plus que tout autre défi technologique, le problème informatique posé par le passage à l'an 2000 souligne l'interdépendance du monde d'aujourd'hui. Des défaillances des systèmes liées au passage à l'an 2000 dans des domaines essentiels tels que les télécommunications internationales, les opérations bancaires et les trans-

ports dans un pays donné pourraient avoir des effets sur plusieurs autres pays. Non seulement les pays ont besoin de s'attaquer au problème à l'intérieur de leurs frontières mais ils doivent également échanger des informations et des compétences techniques sur les solutions possibles au niveau international. La nécessité de cette coopération a été l'une des principales raisons pour lesquelles nous avons travaillé d'arrache-pied pour pouvoir soulever la question au récent Sommet du Groupe des Huit à Birmingham et nous avons été si heureux de travailler en étroite collaboration avec le Groupe de travail des Nations Unies sur l'informatique sur la résolution relative au passage à l'an 2000. Nous attendons également avec intérêt les directives à l'intention des États Membres qui doivent être élaborées par le Conseil économique et social sa prochaine session de fond.

Le projet de résolution reconnaît que le problème touche plus que les grands systèmes. Les appareils électroniques dotés de microprocesseurs programmés en fonction d'un système de date ou des puces intégrées sont également exposés à des risques. S'il n'est pas contrôlé, ce problème peut entraîner des pannes généralisées frappant tous les secteurs, depuis le matériel de production jusqu'aux feux de signalisation. Nous pensons qu'outre les défis posés par le système, nombre de pays doivent accorder une grande attention à cet aspect important du problème du passage à l'an 2000. J'ai fait personnellement l'expérience suivante : lorsque j'ai demandé comment je pourrais travailler sur les deux ordinateurs portables que j'utilise tous les jours, on m'a simplement donné à entendre que le problème est si complexe que je devais me préparer à les jeter à la poubelle l'année prochaine et à en racheter d'autres.

Nous encourageons également tous les pays à examiner dans quelle mesure ils sont préparés à l'échéance de l'an 2000 et pas seulement au niveau des systèmes gouvernementaux. Les responsables doivent se renseigner sur l'état des préparatifs du secteur privé, notamment en ce qui concerne les principales infrastructures, notamment l'énergie, les télécommunications, les transports et les institutions financières. Les États Membres doivent nommer des coordonnateurs nationaux au plus haut niveau chargés du problème du passage à l'an 2000. Nous l'avons déjà fait. Un coordonnateur peut aider des pays à sensibiliser davantage les organisations des secteurs public et privé à ce problème.

Enfin, nous encourageons tous les pays à réfléchir à des plans d'urgence pour les processus commerciaux vitaux à mesure que nous nous rapprochons du prochain millénaire. D'ici l'automne prochain, nous aurons atteint un point où malgré tous les efforts déployés, certains systèmes sur lesquels on ne s'est pas encore penché pour les préparer au

passage à l'an 2000, ne seront pas prêts pour le 1er janvier 2000. Nous encourageons les pays à mettre au point des plans d'urgence pour les processus commerciaux vitaux les plus susceptibles de connaître des défaillances.

Ma délégation et moi-même voudrions féliciter l'Ambassadeur Kamal de la manière remarquable dont il a dirigé le Groupe de travail spécial sur l'informatique et le remercier, ainsi que le Groupe de travail, d'avoir travaillé avec acharnement à cet important projet de résolution et d'avoir mieux fait connaître le problème du passage à l'an 2000, au sein des Nations Unies.

Mme Djatmiko-Singgih (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : Les incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000 sont un sujet de grave préoccupation, en particulier pour les pays en développement. Au nom du Groupe des 77 et de la Chine, je voudrais dire que nous espérons qu'avec l'adoption par consensus de ce projet de résolution, nous serons en mesure d'aider les pays en développement, étant donné leur capacité limitée d'assimiler et de comprendre, et à plus forte raison, d'appliquer les nouvelles techniques d'information telles que celles liées au passage à l'an 2000. Nous appuyons donc le projet de résolution et exprimons notre profonde reconnaissance à l'Ambassadeur Kamal pour ses efforts inestimables qui ont permis d'aboutir à ce très important projet de résolution.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur dans le débat sur cette question.

Nous allons à présent examiner le projet de résolution A/52/L.75/Rev.1.

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de résolution A/52/L.75/Rev.1?

Le projet de résolution A/52/L.75/Rev.1 est adopté (résolution 52/233).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne à présent la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur position sur la résolution qui vient d'être adoptée.

Je rappelle aux délégations que les explications de vote ou de position sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Thorne (Royaume-Uni) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de

l'Union européenne. Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne — la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie — et le pays associé Chypre, ainsi que les pays membres de l'Association européenne de libre-échange qui sont membres de l'Espace économique européen — l'Islande et la Norvège — s'associent à cette déclaration.

L'Union européenne se félicite de l'adoption de la résolution 52/233 sur les incidences mondiales du problème informatique posé par le passage à l'an 2000. Nous pensons que cette question a des incidences potentielles considérables sur le fonctionnement des gouvernements, des entreprises et d'autres organisations dans le monde. L'Union européenne avait déjà inscrit cette question à l'ordre du jour de la réunion du Conseil européen, qui a eu lieu en décembre dernier à Luxembourg et de la deuxième Réunion Asie-Europe (ASEM II), qui s'est tenue en avril, à Londres. Nous sommes heureux de voir que le problème est à présent examiné à l'ONU.

L'Union européenne estime que la priorité du système des Nations Unies dans ce domaine doit être de s'assurer que les systèmes informatiques qui dépendent de l'ONU peuvent s'adapter au passage à l'an 2000. Cette résolution demande au Secrétaire général d'adopter un plan d'action et de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa cinquante-troisième session, sur la mise en oeuvre de ce plan. Dans le cadre du Groupe de travail spécial à composition non limitée du Conseil économique et social sur l'informatique, les États Membres ont reçu l'assurance du Secrétariat que les ordinateurs au sein du système des Nations Unies peuvent s'adapter au passage à l'an 2000. L'Union européenne espère que le Secrétariat saisira l'occasion de la présentation du rapport à la cinquante-troisième session pour y faire consigner ces assurances et leur fondement.

Le système des Nations Unies a une autre responsabilité : celle de mieux faire connaître ce problème et les moyens éventuels d'y faire face. Le site Internet des Nations Unies et celui du Programme des Nations Unies pour le développement contiennent déjà des informations utiles. Ce travail doit se poursuivre en vue d'assurer la diffusion la plus large possible. La résolution demande également au Conseil économique et social d'établir des directives dont les États Membres pourraient tirer parti pour chercher à résoudre le problème. L'Union européenne sera prête à oeuvrer de manière constructive à cet égard à la prochaine session de fond du Conseil économique et social, qui se tiendra le mois prochain.

L'Union européenne estime que c'est aux gouvernements et au secteur privé qu'il incombe au premier chef de régler le problème informatique posé par le passage à l'an 2000. Mais si l'on veut que ces efforts aboutissent, une action concertée sera nécessaire. Les principaux protagonistes en la matière seront les institutions de Bretton Woods, en particulier la Banque mondiale, et les milliers de sociétés qui forment le secteur privé de l'économie mondiale. Il est encourageant de voir dans cette résolution que l'Organisation des Nations Unies assume sa part de responsabilité. Il ne faudra pas perdre de vue cette responsabilité pendant le peu de temps qu'il nous reste d'ici l'échéance de décembre 1999.

M. Tchoulkov (Fédération de Russie) (*interprétation du russe*) : La délégation russe, à l'instar d'autres délégations, se félicite de l'adoption de la résolution 52/233. Nous la trouvons dans l'ensemble équilibrée et nous estimons qu'elle illustre bien notre préoccupation commune face au problème informatique posé par le passage à l'an 2000.

À notre sens, l'interdépendance électronique des États Membres de l'ONU dans la société de plus en plus informatisée d'aujourd'hui est un élément important de l'économie mondiale. On le sait, cette question a reçu une très grande attention lors de la récente rencontre du Groupe des Huit à Birmingham. Nous pensons qu'en ce qui concerne la solution du problème du passage à l'an 2000, qui est susceptible d'avoir des répercussions négatives sur le bon fonctionnement de l'infrastructure informatique mondiale et sur l'économie planétaire dans son ensemble, l'ONU a réagi rapidement. C'est à notre avis à mettre à l'actif du Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'informatique du Conseil économique et social et de son Président, l'Ambassadeur Kamal.

Pour terminer, je voudrais informer l'Assemblée du fait que dans la Fédération de Russie cette question fait également l'objet d'une très grande attention et que le Gouvernement a déjà adopté une résolution visant à résoudre le problème du passage à l'an 2000.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur au titre des explications de vote.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec son examen du point 95 c) de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Rapports de la Cinquième Commission

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant examiner les rapports de la Cinquième Commission sur les points 17 g), 114, ainsi que 114, 153 et 157 pris ensemble; 116, 118, 122 a) et b), ainsi que 123 et 159 pris ensemble; 124 a), 125 à 127, 129 à 132, 136 à 142 a), 143 et 161.

Je demande au Rapporteur de la Cinquième Commission, M. Djamel Moktefi de l'Algérie, de bien vouloir présenter les rapports de la Cinquième Commission en une seule intervention.

M. Moktefi (Algérie) Rapporteur de la Cinquième Commission (*interprétation de l'arabe*) : J'ai l'honneur de présenter aujourd'hui les rapports de la Cinquième Commission sur les travaux de la deuxième reprise de la cinquante-deuxième session. La Commission a tenu sa deuxième reprise de session pendant trois semaines, du 11 au 29 mai 1998 ainsi que le 26 juin 1998. La Commission a tenu 10 séances plénières et des négociations ont eu lieu dans le cadre de nombreuses consultations officieuses.

Je propose maintenant un bref rapport sur les résultats des travaux de la Cinquième Commission au cours de la deuxième reprise de la cinquante-deuxième session.

S'agissant du point 17 g), intitulé «Nomination de membres et membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies», le rapport de la Cinquième Commission figure dans le document A/52/676/Add.2 dans lequel la Cinquième Commission recommande la nomination de M. Mochamad Slamet Hidayat, de l'Indonésie, comme membre du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies, pour un mandat commençant à la date approuvée par l'Assemblée générale et prenant fin le 31 décembre 2000.

S'agissant du point 114, intitulé «Examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies», les rapports de la Commission figurent dans les documents A/52/746/Add.2, A/52/746/Add.3 et A/52/955. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Commission s'est prononcée sur cinq questions : trois décisions, à savoir les directives de contrôle interne, le renforcement des mécanismes de contrôle externe et les rapports du Bureau des services de contrôle interne; et deux résolutions concernant le personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités, et le projet de Code de conduite des Nations Unies, qui a été également examiné au titre des points 153 sur la «Gestion des ressources humaines» et 157 sur la «Réforme de l'Organisation des Nations Unies : mesures et propositions».

S'agissant du point 116 de l'ordre du jour, intitulé «Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/744/Add.3. Dans ce rapport, la Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 8 concernant le Compte pour le développement, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 118 de l'ordre du jour, intitulé «Corps commun d'inspection», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/842/Add.1. La Commission a décidé de reporter l'examen de ce point à sa prochaine reprise de session qui se tiendra du 17 au 21 août.

S'agissant du point 122 a), portant sur le financement de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégalement, le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/931. À cet égard, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 8 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 122 b), portant sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban, le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/932. À cet égard, la Commission a adopté le projet de résolution A/C.5/52/L.52 par 89 voix contre 2, avec une abstention.

S'agissant des points 123, intitulés «Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola», et 159, «Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/547/Add.2. Dans ce rapport, la Commission a décidé de recommander à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 7 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 124 a), intitulé «Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/933. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 9 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 125, intitulé «Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/843/Add.1. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution

figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 126, intitulé «Financement et liquidation de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/934. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 127, intitulé «Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du Quartier général des Forces de paix des Nations Unies», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/935. Dans ce rapport, la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de décision figurant au paragraphe 6, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 129, intitulé «Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/936. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 7 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 130, intitulé «Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/937. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 8 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 131, intitulé «Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/938. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 132, intitulé «Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/939. Comme indiqué dans le rapport, la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 136, intitulé «Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/844/Add.1. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 137, intitulé «Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/726/Add.1. Comme indiqué dans le rapport, la Commission a adopté oralement la décision de reporter l'examen de ce point à sa prochaine reprise de session qui se tiendra du 17 au 21 août.

S'agissant du point 138, intitulé «Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/690/Add.1. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 139, intitulé «Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/940. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 140, intitulé «Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/941. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 141, intitulé «Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/845/Add.1. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 6 du rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 142 a), intitulé «Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies», le

rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/453/Add.3 et Add.4. Dans l'additif 3, la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter deux projets de résolution et deux projets de décision qui ont été adoptés par la Commission sans vote. En ce qui concerne l'additif 4 portant sur le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix, la Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 7, qui a été adopté par la Commission sans vote.

S'agissant du point 143, intitulé «Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/846/Add.1. La Commission recommande à l'Assemblée de reporter l'examen de ce point à sa prochaine reprise de session qui se tiendra du 17 au 21 août. Cette décision orale, proposée par le Président, a été adoptée par la Commission sans vote.

Enfin, S'agissant du point 161, intitulé «Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine», le rapport de la Commission est contenu dans le document A/52/942. La Commission recommande à l'Assemblée d'adopter le projet de résolution figurant au paragraphe 7 de son rapport, qui a été adopté par la Commission sans vote.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : S'il n'y a pas de proposition au titre de l'article 66 du Règlement intérieur, je considérerai que l'Assemblée générale décide de ne pas discuter des rapports de la Cinquième Commission dont elle est saisie aujourd'hui.

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Les déclarations seront donc limitées aux explications de vote ou de position.

Les positions des délégations concernant les recommandations de la Cinquième Commission ont été exposées en Commission et sont consignées dans les documents officiels pertinents. Je rappelle aux membres qu'en vertu du paragraphe 7 de la décision 34/401, l'Assemblée est convenue que

«Lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission.»

Je rappelle également aux délégations que, toujours conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les explications de vote sont limitées à 10 minutes.

Avant de nous prononcer sur les recommandations contenues dans les rapports de la Cinquième Commission, j'informe les représentants que nous allons procéder à la prise de décisions de la même manière qu'en Cinquième Commission, à moins que le Secrétariat n'en ait été préalablement avisé autrement. Cela veut dire que lorsqu'il aura été procédé à un vote séparé ou à un vote enregistré, l'Assemblée fera de même.

J'espère que l'Assemblée adoptera sans vote les recommandations qui ont été adoptées sans vote par la Cinquième Commission.

Point 17 de l'ordre du jour (suite)

Nominations aux sièges devenus vacants dans les organes subsidiaires et autres nominations

g) Nomination de membres et membres suppléants du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission (Troisième partie) (A/52/676/Add.2)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Au paragraphe 4 de son rapport, la Cinquième Commission recommande à l'Assemblée générale de nommer M. Mochamad Slamet Hidayat membre du Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies pour un mandat commençant le 26 juin 1998 et prenant fin le 31 décembre 2000.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite nommer cette personne?

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Puis-je considérer que l'Assemblée générale en a ainsi terminé avec l'examen du point 17 g) de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

Point 114 de l'ordre du jour (suite)

**Examen de l'efficacité du fonctionnement
administratif et financier de l'Organisation
des Nations Unies**

**Rapport de la Cinquième Commission
(Troisième et quatrième parties)
(A/52/746/Add.2 et Add.3)**

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va d'abord se prononcer sur les trois projets de décision recommandés par la Cinquième Commission au paragraphe 10 de la troisième partie de son rapport (A/52/746/Add.2).

Nous allons tout d'abord examiner le projet de décision I, intitulé «Directives pour l'élaboration des normes de contrôle interne», qui a été adopté sans vote par la Cinquième Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite également adopter le projet de décision?

Le projet de décision I est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de décision II, intitulé «Renforcement des mécanismes de contrôle externe», qui a été adopté sans vote par la Cinquième Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même?

Le projet de décision II est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous passons maintenant au projet de décision III, intitulé «Rapports du Bureau des services de contrôle interne», qui a été adopté sans vote par la Cinquième Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite également adopter le projet de décision?

Le projet de décision III est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de la quatrième partie de son rapport (A/52/746/Add.3). Le texte de ce projet de résolution se trouve actuellement dans le document A/C.5/52/L.55.

Le projet de résolution, intitulé «Personnel fourni à titre gracieux par des gouvernements et d'autres entités», a été adopté sans vote par la Cinquième Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite également adopter le projet de résolution sans vote?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/234).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen du point 114 de l'ordre du jour.

Points 114, 153 et 157 de l'ordre du jour (suite)

**Examen de l'efficacité du fonctionnement
administratif et financier de l'Organisation
des Nations Unies**

Gestion des ressources humaines

**Réforme de l'Organisation des Nations Unies :
mesures et propositions**

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/955)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

Le projet de décision, intitulé «Projet de Code de conduite des Nations Unies», a été adopté sans vote par la Cinquième Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite également adopter le projet de décision?

Le projet de décision est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec l'examen des points 114, 153 et 157 de l'ordre du jour.

Point 116 de l'ordre du jour (suite)

Budget-programme de l'exercice biennal 1998-1999

**Rapport de la Cinquième Commission
(Quatrième partie) (A/52/744/Add.3)**

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 8 de la quatrième partie de son rapport.

Le projet de résolution est intitulé «Compte pour le développement».

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/235).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de l'Indonésie qui souhaite expliquer sa position sur la résolution qui vient d'être adoptée.

M. Atiyanto (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : Avant de terminer notre examen de ce point de l'ordre du jour, je voudrais indiquer que le Groupe des 77 et la Chine ont convenu de se joindre au consensus sur cette résolution car elle déplore clairement la qualité des documents A/52/758 et A/52/848. À cet égard, les documents n'ont pas totalement satisfait à l'exigence contenue dans la résolution 52/12 B et n'ont pas fourni d'informations détaillées ni d'orientation claire permettant à l'Assemblée générale de prendre une décision finale sur cette question importante pour l'heure.

Nous souhaitons donc saisir cette occasion pour souligner à nouveau l'importance de la disposition qui vient d'être adoptée et qui prie le Secrétaire général de lui présenter à la troisième partie de la reprise de sa cinquante-deuxième session, le 31 juillet 1998 au plus tard, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, le rapport détaillé sur la viabilité du Compte pour le développement, les modalités de sa mise en oeuvre, les fins précises auxquelles les ressources seront utilisées et les critères de rendement connexes, qu'elle a demandé dans sa résolution 52/12 B et sa décision 52/477, et d'inclure dans ce rapport les éléments figurant aux paragraphes 4 a), 4 b), 4 c) et 4 d) du dispositif de cette résolution.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Le Secrétariat a dûment pris note des observations du représentant de l'Indonésie.

Point 118 de l'ordre du jour (suite)

Corps commun d'inspection

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie) (A/52/842/Add.1)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 5 de la deuxième partie de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de décision sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 118 de l'ordre du jour.

Point 122 de l'ordre du jour

Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient

a) Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/931)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 8 de son rapport, intitulé «Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement».

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/236).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne la parole au représentant de la République arabe syrienne qui souhaite expliquer sa position sur la résolution qui vient d'être adoptée.

M. Sulaiman (République arabe syrienne) (*interprétation de l'arabe*) : Ma délégation souhaite faire part de ses réserves les plus fermes au sujet de la résolution qui vient d'être adoptée. Puisque le droit international exige que le pays agresseur assume les coûts de son agression, Israël devrait donc le faire. Pourtant, il refuse toujours de se retirer des territoires occupés, en dépit des résolutions 242 (1967), 338 (1973) et 425 (1978) du Conseil de sécurité et en contravention du principe de la non-acquisition de territoires par la force.

Trente et un ans se sont écoulés depuis l'agression israélienne contre les territoires arabes et Israël continue d'occuper des territoires arabes faisant fi des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et au mépris des droits de la population locale ainsi que de la volonté de la communauté internationale qui demande à Israël de se retirer de ces territoires arabes.

M. Mirmohammad (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : À l'instar du représentant de la Syrie, nous voudrions qu'il soit pris acte de notre position, à savoir que les dépenses de la mission doivent être supportées par l'agresseur.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 122 a) de l'ordre du jour.

b) Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/932)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 14 de son rapport, intitulé «Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force intérimaire des Nations Unies au Liban».

Un vote séparé a été demandé sur le premier alinéa du préambule et sur les paragraphes 3, 4, 5 et 16 du dispositif du projet de résolution.

Je vais maintenant mettre aux voix le premier alinéa du préambule et les paragraphes 3, 4, 5 et 16 du dispositif, sur lesquels un vote séparé a été demandé.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Fédération de Russie, Guyana, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Mau-

rice, Mauritanie, Mexique, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Oman, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Thaïlande, Tunisie, Ukraine, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique, Israël.

S'abstiennent :

Allemagne, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Turquie, Uruguay, Venezuela.

Par 68 voix contre 2, avec 41 abstentions, le premier alinéa du préambule et les paragraphes 3, 4, 5 et 16 du dispositif sont maintenus.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Je vais maintenant mettre aux voix le projet de résolution figurant au paragraphe 14 du document A/52/932 pris dans son ensemble.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Ghana, Grèce, Guinée, Guyana, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Irlande, Islande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Lituanie, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama,

Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sénégal, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique, Israël.

Par 109 voix contre 2, le projet de résolution est adopté (résolution 52/237).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration au titre des explications de vote.

M. Sklar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais saisir cette occasion pour expliquer le vote de la délégation des États-Unis sur la résolution intitulée «Financement des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient : Force intérimaire des Nations Unies au Liban».

En faisant cette déclaration, je demanderai à l'Assemblée d'être indulgente car ma délégation a déjà expliqué sa position lors du vote sur cette question au sein de la Cinquième Commission le mois dernier. Toutefois, je crois qu'il est important de réaffirmer notre position pour qu'elle soit mieux comprise par toutes les délégations ici présentes, et parce qu'il s'agit d'une question de principe.

Notre opposition à la présente résolution est fondée sur son lien avec la résolution de l'an dernier (résolution 51/233), à laquelle nous nous sommes opposés et qui n'était pas une résolution de consensus de cet organe international. Nous restons profondément préoccupés par les paragraphes 7 et 8 de cette résolution, qui stipulaient que le montant de 1 773 618 dollars — correspondant aux coûts résultant de l'incident survenu au siège de la Force des Nations Unies, à Cana, le 18 avril 1996 — devait être à la charge d'Israël. Nous estimons que la résolution 51/233 de l'ONU, ainsi que les parties de la résolution actuelle qui s'y rapportent, compromettent d'importants points de principe concernant les opérations des Nations Unies et politisent le travail de la Cinquième Commission.

Sur le plan de la procédure, il n'est pas correct de recourir à une résolution de l'Assemblée générale relative au financement pour réclamer un montant à un État Membre. Dès après la naissance de l'Organisation des Nations Unies, la procédure suivie a été de laisser au Secrétaire général le soin de présenter la demande d'indemnisation faite par l'Organisation à un ou plusieurs États et de rechercher le règlement du montant réclamé. Cette procédure a été utilisée pour la première fois, en 1946 au Moyen-Orient, et est toujours en vigueur aujourd'hui pour les demandes de dommages-intérêts liées aux opérations de maintien de la paix dans les Balkans. Utiliser une résolution relative au financement pour légiférer sur un règlement n'est pas de mise. Cela politise également le travail de la Cinquième Commission, chose que l'on devrait éviter à l'avenir.

En raison de ces préoccupations, les États-Unis se sont attachés de bonne foi à trouver un compromis au cours de la reprise de session de la Cinquième Commission qui vient de se terminer, comme ils avaient tâché de le faire l'an dernier lorsque cette question a été soulevée pour la première fois. Nous avons recherché un texte de consensus qui ne créait pas de précédent non souhaitable, ne soulevait pas de questions sur la légalité des décisions de la Commission et ne politisait pas les tâches techniques affectées à la Cinquième commission.

Comme nous l'avons dit à la séance de la Cinquième Commission, le mois dernier, la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) est une organisation dotée d'un mandat difficile et important. Nous l'appuyons fermement dans les efforts qu'elle fait pour remplir ce mandat. Nous regrettons qu'un texte de consensus n'ait pu être trouvé sans politisation de la question du renouvellement du financement de la FINUL.

M. Atiyanto (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : Les États qui sont membres du Groupe des 77 et la Chine sont profondément préoccupés par le fait que, en dépit de notre souhait constant et sincère de prendre des décisions par consensus, l'Assemblée générale a dû une fois de plus procéder à un vote pour se prononcer sur le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Le Groupe des 77 et la Chine estiment que les résolutions et décisions de l'Assemblée générale doivent être pleinement respectées, c'est là une question de principe.

À cet égard, le Secrétaire général et la partie responsable devraient appliquer pleinement les dispositions de la résolution que nous venons d'adopter, ainsi que celles de la résolution 51/233, adoptée le 13 juin 1997.

Enfin, ma délégation voudrait remercier tous les États Membres qui ont appuyé cette résolution et ont voté pour.

M. Najem (Liban) (*interprétation de l'arabe*) : La résolution relative à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), que nous venons d'adopter, se contente de réaffirmer que c'est à l'agresseur, Israël, de remplir ses obligations internationales et d'appliquer toutes les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale. Notre position part de l'idée qu'il incombe à l'agresseur d'assumer l'entière responsabilité de son acte d'agression, surtout si cette agression est préméditée et délibérée, si elle va à l'encontre de la volonté de la communauté internationale et si elle a fait des milliers de victimes.

Ceci ne veut en aucun cas dire — je tiens à le souligner — que le Liban ne croit pas au principe de la responsabilité collective. Au contraire, nous réaffirmons notre ferme engagement de respecter ce principe. Toutefois, nous ne souhaitons pas que soit créé un précédent dans l'histoire de cette Organisation, par lequel un État Membre de l'Organisation des Nations Unies, s'étant rendu coupable d'une agression contre un autre État Membre vienne ensuite s'abriter sous le pavillon de l'ONU. L'État agresseur doit assumer la responsabilité des pertes occasionnées par ses actes.

Nous ne tenons pas à ce qu'il ait un précédent à cet égard et à ce que de tels actes d'agression soient encouragés à l'avenir. Le Liban estime que la persistance d'Israël à occuper certaines parties de la Bekaa et du Sud-Liban et son refus de respecter la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité, sans parler de ses actes d'agression répétés au quotidien, sont à l'origine du cycle de violence que connaît le Sud-Liban et des problèmes auxquels la FINUL et les civils libanais sont confrontés dans cette région. Israël, comme les autres États, doit se soumettre à la volonté internationale et respecter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, y compris en particulier la résolution 425 (1978) du Conseil de sécurité.

Je voudrais, au nom du Liban, remercier chaleureusement le Groupe des 77 et la Chine d'avoir entériné la position du Groupe arabe sur le financement de la FINUL. De plus, au nom de mon gouvernement, je voudrais rendre hommage au rôle actif et novateur joué par la FINUL et à tous les membres de cette Force. Je voudrais en outre remercier tous les États, sans exception, qui ont approuvé le financement de la FINUL et en particulier les efforts que la Force déploie en faveur de la paix dans la région. La présence de la FINUL au Liban revêt une grande importance.

M. Sulaiman (République arabe syrienne) (*interprétation de l'arabe*) : La délégation de la République arabe syrienne voudrait expliquer son vote sur la résolution 52/237 concernant le financement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). En adoptant cette résolution, l'Assemblée générale a réaffirmé que c'est à Israël qu'incombe la responsabilité des coûts entraînés par l'attaque terroriste perpétrée contre le quartier général de la Force de l'ONU à Cana, le 18 avril 1996, que l'ONU avait alors condamnée.

L'Assemblée générale examine pour la deuxième année consécutive les conséquences du crime commis par Israël contre la FINUL au Liban. À l'origine, la FINUL avait été créée par suite de l'agression d'Israël contre le Sud-Liban. Cet acte d'agression contre la FINUL s'est ajouté à la longue liste des crimes, massacres et pratiques inhumaines qui ont été perpétrés contre les Arabes vivant dans les territoires arabes occupés.

Le mépris d'Israël à l'égard de la résolution 51/233 qui exigeait que cet État verse une indemnisation très symbolique pour les dommages causés par ses nombreux crimes, ne doit pas être sous-estimé et l'on ne peut tolérer que ces crimes restent impunis. Cette Assemblée doit tenir Israël responsable de ces actes. Israël ne peut continuer d'être un État criminel qui se tient à l'écart du droit international, comme il l'a toujours fait dans la pratique.

Ma délégation souhaite que les États Membres n'oublient pas que l'attaque terroriste perpétrée par Israël contre la FINUL a causé une effusion de sang et des destructions dont les conséquences sont toujours visibles au quartier général de la Force et ailleurs au Sud-Liban. Les soldats de l'ONU qui viennent de différents endroits du monde pour aider l'ONU à maintenir la paix au Liban, se trouvent menacés chaque fois que les civils libanais, dans leur effort pour défendre leur territoire, leurs enfants, leur famille et leur dignité, viennent se réfugier au quartier général de la Force.

La République arabe syrienne réaffirme la position qu'elle a toujours soutenue selon laquelle non seulement il faut demander à Israël de payer les coûts de son agression contre le quartier général de la FINUL où des civils libanais innocents avaient cherché protection et refuge, mais cet État, qui a pris plaisir à recourir à la politique de la force, de l'occupation et de l'agression, devrait également être tenu responsable du financement intégral de la Force.

La Syrie affirme que l'adoption de cette résolution représente une victoire pour les principes du droit, de la

justice et de la paix que la communauté internationale dans son ensemble, à l'exception d'Israël, s'attache à respecter. Israël, qui ne tient nullement compte des principes et des objectifs de l'ONU ni, en l'occurrence, de la quatrième Convention de Genève, ne s'acquitte même pas de la plus simple de ses obligations financières prévues dans la résolution 51/233, qui demandait clairement à cet État d'assumer la responsabilité des coûts entraînés par son agression contre la FINUL au Sud-Liban.

Ma délégation remercie tous les pays qui ont appuyé la résolution. Le fait qu'Israël soit tenu de s'acquitter des obligations financières mentionnées dans la résolution montre clairement que cet État est responsable de l'agression qui a été perpétrée contre la FINUL à Cana au Sud-Liban.

M. Mirmohammad (République islamique d'Iran) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation a voté pour les paragraphes pertinents de la résolution A/52/237 qui vient d'être adoptée par l'Assemblée générale. Nous estimons en outre que les dépenses encourues pour toute la mission devraient être à la charge de l'agresseur.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de l'examen de l'alinéa b) du point 122 de l'ordre du jour.

Points 123 (suite) et 159 (suite) de l'ordre du jour

Financement de la Mission de vérification des Nations Unies en Angola

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Angola

Rapport de la Cinquième Commission (Troisième partie) (A/52/547/Add.2)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 7 de la troisième partie de son rapport.

Le projet de résolution a été adopté par la Cinquième Commission sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/8 C).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen des points 123 et 159 de l'ordre du jour.

Point 124 de l'ordre du jour

Financement des activités qui découlent de la résolution 687 (1991) du Conseil de sécurité

a) Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/933)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 9 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté sans vote le projet de résolution, intitulé «Financement de la Mission d'observation des Nations Unies pour l'Iraq et le Koweït». Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/238).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons en ainsi terminé avec la phase actuelle de l'examen du point 124 a) de l'ordre du jour.

Point 125 de l'ordre du jour (suite)

Financement de la Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie) (A/52/843/Add.1)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de la deuxième partie de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/228 B).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 125 de l'ordre du jour.

Point 126 de l'ordre du jour

Financement et liquidation de l'autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/934)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/239).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 126 de l'ordre du jour.

Point 127 de l'ordre du jour

Financement de la Force de protection des Nations Unies, de l'Opération des Nations Unies pour le rétablissement de la confiance en Croatie, de la Force de déploiement préventif des Nations Unies et du Quartier général des Forces de paix des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/935)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de décision sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 127 de l'ordre du jour.

Point 129 de l'ordre du jour

Financement de l'Opération des Nations Unies au Mozambique

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/936)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 7 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/240).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec la phase actuelle de l'examen du point 129 de l'ordre du jour.

Point 130 de l'ordre du jour

Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/937)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 8 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/241).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 130 de l'ordre du jour.

Point 131 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/938)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/242).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec la phase actuelle de l'examen du point 131 de l'ordre du jour.

Point 132 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en Haïti

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/939)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de décision sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec la phase actuelle de l'examen du point 132 de l'ordre du jour.

Point 136 de l'ordre du jour

Financement de la Mission d'observation des Nations Unies au Tadjikistan

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie) (A/52/844/Add.1)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de la deuxième partie de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/229 B).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec la phase actuelle de l'examen du point 136 de l'ordre du jour.

Point 137 de l'ordre du jour (suite)

Financement du Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie) (A/52/726/Add.1)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 5 de la deuxième partie de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de décision sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 137 de l'ordre du jour.

Point 138 de l'ordre du jour (suite)

Financement de la Mission des Nations Unies en Bosnie-Herzégovine

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie) (A/52/690/Add.1)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de la deuxième partie de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/243).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 138 de l'ordre du jour.

Point 139 de l'ordre du jour (suite)

Financement de l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/940)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/244).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 139 de l'ordre du jour.

Point 140 de l'ordre du jour (suite)

Financement de la Force de déploiement préventif des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/941)

Le Président par intérim(*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/245).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 140 de l'ordre du jour.

Point 141 de l'ordre du jour (suite)

Financement de la Mission d'appui des Nations Unies en Haïti

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie) (A/52/845/Add.1)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 6 de la deuxième partie de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/246).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous avons ainsi achevé la phase actuelle de notre examen du point 141 de l'ordre du jour.

Point 142 de l'ordre du jour (suite)

Aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

a) Financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Rapport de la Cinquième Commission (Quatrième et cinquième parties) (A/52/453/Add.3 et 4)

Projet de résolution A/C.5/52/L.54

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va d'abord examiner les recommandations figurant dans la quatrième partie du rapport de la Cinquième Commission puis les recommandations figurant dans la cinquième partie du rapport.

L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur les deux projets de résolution recommandés par la Cinquième Commission au paragraphe 10 de la quatrième partie de son rapport et sur les deux projets de décision recommandés par la Cinquième Commission au paragraphe 11 du même document.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution I, intitulé «Demandes d'indemnisation au titre de la responsabilité civile : limitations temporelles et financières», sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution I est adopté (résolution 52/247).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution II, intitulé «Financement de la Base de soutien logistique des Nations Unies à Brindisi (Italie)», sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution II est adopté (résolution 52/1 B).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : La Cinquième Commission a adopté le projet de décision I, intitulé «Ressources nécessaires au titre des opérations de maintien de la paix», sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision I est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : La Cinquième Commission a adopté le projet de décision II, intitulé «Indemnisations en cas de décès et d'invalidité», sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision II est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée générale va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième

Commission au paragraphe 7 de la cinquième partie de son rapport.

Le texte du projet de résolution figure dans le document A/C.5/52/L.54. La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution, intitulé «Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix», sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/248).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Royaume-Uni qui souhaite expliquer sa position sur la résolution qui vient d'être adoptée.

M. Thorne (Royaume-Uni) (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne au titre du point 142 de l'ordre du jour relatif à la répartition des coûts des opérations de maintien de la paix.

Les pays d'Europe centrale et orientale associés à l'Union européenne — la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie — et le pays associé Chypre, ainsi que le pays membre de l'Association européenne de libre-échange qui est membre de l'Espace économique européen — la Norvège — s'associent à cette déclaration.

L'Union européenne s'était félicitée de la distribution, le 29 mai 1998, à la Cinquième Commission, du document contenant l'actualisation demandée de la relation entre la part représentant la contribution des États Membres au titre des opérations de maintien de la paix et leur revenu respectif par habitant. Cette information avait été fournie antérieurement, dans le document A/47/484, suite à une demande faite par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/240 du 22 mai 1992.

Dans ce contexte, l'Assemblée générale a également demandé au Secrétaire général de présenter un rapport sur les anomalies constatées dans la répartition des États Membres entre les quatre groupes du barème spécial des opérations de maintien de la paix. Le document qui a finalement été soumis a servi de point de départ au débat sur l'élimination de ces anomalies.

Comme les représentants le savent, dès janvier 1996, l'Union européenne avait proposé au sein du Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la

situation financière de l'Organisation des Nations Unies un train complet de mesures visant à résoudre la crise financière de l'Organisation. L'un des éléments de ce train de mesures était un appel à la révision du barème des contributions pour les opérations de maintien de la paix de façon à le rendre plus équitable, transparent et ajustable automatiquement en fonction de la conjoncture économique, mais prenant toujours en compte les besoins des États Membres ayant un revenu par habitant inférieur à la moyenne.

C'est en raison de l'importance que l'Union européenne attache à cette proposition que nous avons demandé — et obtenu — l'actualisation de ces informations. Nous avons fait cette demande dans notre déclaration prononcée à la première reprise de session de la Cinquième Commission, le 10 mars, et de nouveau à la séance officielle de la Cinquième Commission du 18 mai. Dans la note d'information publiée le 29 mai, en tant que document non officiel plutôt que comme document de séance officiel, on nous donne des renseignements utiles et révélateurs. Nous aurons besoin d'analyser plus avant ces données et d'y revenir en temps utile, dans le cadre de ce point, qui est le point de l'ordre du jour approprié. Mais il est d'ores et déjà clair, au vu de ces informations actualisées que nous avons maintenant en notre possession, que le nombre de discordances dans les rapports entre les parts de contributions des États Membres au titre des opérations de maintien de la paix et leur revenu respectif par habitant ont augmenté. Un nombre significatif de pays du groupe C, dont le produit national brut est supérieur à la moyenne, reçoivent ainsi des subventions injustifiées, non seulement des États Membres qui paient intégralement et ponctuellement leurs quotes-parts, mais aussi de pays qui en bénéficieraient de façon plus méritée si l'on modifiait le système des groupes. Ceci démontre à n'en pas douter la nécessité de modifier radicalement bien qu'équitablement le système actuel.

Nous sommes fermement convaincus que cette question devrait être examinée au titre du point 142 de l'ordre du jour, dans le cadre duquel nous étudions le financement des opérations de maintien de la paix, comme nous l'avons fait en décembre 1997 dans le cadre de l'affectation de la Slovaquie à un groupe de barème. À cette fin, il convient de garantir la transparence et le libre accès de tous les États Membres à l'information.

De l'avis de l'Union européenne, il est inacceptable que les États Membres ne puissent pas recevoir l'intégralité des informations qu'ils sollicitent, pour mieux nous informer dans nos travaux sur ce point, ou d'ailleurs sur toute question la Cinquième Commission dont serait saisie. C'est là une question de principe pour l'Union européenne.

M. Hanson (Canada) (*interprétation de l'anglais*) : Ma délégation voudrait pour à présent aborder deux thèmes au titre de ce point de l'ordre du jour. Pour le premier thème, je parlerai au nom des délégations de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de mon propre pays, le Canada. Pour le second sujet, je passerai la parole à mon collègue, qui fera une déclaration au nom du seul Canada.

S'agissant du premier thème, de nombreuses délégations ont demandé, de temps à autre, au Secrétariat de fournir des informations à la Cinquième Commission, soit oralement, soit sous la forme de documents de séance, et ces informations ont été fournies. Nos délégations ont appuyé, par principe, le droit de toutes les délégations de demander des informations au Secrétariat et de les obtenir.

Nos délégations sont gravement préoccupées par le fait que certains membres de la Cinquième Commission, que ce soit à titre national ou en tant que membres du Bureau de la Cinquième Commission, ont cherché à s'ingérer dans le droit des délégations de demander et de recevoir des informations, et ont même cherché à exercer une censure préalable sur ces informations. Nous espérons qu'elles sont conscientes de la gravité de ces tentatives.

Il y a des incidences de plus grande portée qui vont bien au-delà du cadre de la Cinquième Commission. Il n'est pas possible de restreindre les droits d'une délégation ou d'un groupe de délégations sans limiter de la même façon les droits de toutes les délégations. Nous espérons que les délégations conviendront que les travaux de la Cinquième Commission doivent être guidés par un souci de transparence pour permettre à l'Assemblée générale de prendre des décisions justes et logiques de la manière la plus efficace, pour que la Cinquième Commission puisse servir l'Assemblée générale de la meilleure façon possible et que la Cinquième Commission puisse appuyer du mieux possible les activités prescrites de l'ONU résultant de décisions des organes délibérants.

M. Gibbons (Canada) (*interprétation de l'anglais*) : Notre délégation s'est associée au consensus sur la résolution intitulée «Compte d'appui aux opérations de maintien de la paix». Néanmoins, nous regrettons que l'Assemblée générale ne soit pas encore en mesure de financer la création de l'état-major de mission à déploiement rapide à partir du compte d'appui. À notre sens, si l'on veut que l'ONU se montre à la hauteur de la notion de responsabilité collective préconisée par la Charte face aux situations qui menacent le maintien de la paix et de la sécurité internationales, elle doit améliorer sa capacité d'intervenir au moment voulu, faute

de quoi elle risque de ne pas être en mesure d'assumer cette responsabilité fondamentale.

Au paragraphe 81 de son rapport, figurant dans le document A/50/230 en date du 22 juin 1995, le Comité spécial des opérations de maintien de la paix priait instamment

«le Secrétaire général de constituer une équipe de quartier général pouvant être rapidement déployée, composée de personnel ayant une expérience des principales tâches militaires et civiles qui relèvent d'un état-major.»

Le rapport du Comité, et la résolution ultérieure de l'Assemblée générale, résolution 50/30, ont été adoptés par consensus.

Au cours du mois de juillet 1996, le Secrétaire général a donné instruction au Département des opérations de maintien de la paix de mettre en place l'état-major de mission à déploiement rapide au sein du Département. Dans son rapport intérimaire sur le système des forces et moyens en attente, figurant dans le document S/1996/1067 du 24 décembre 1996, le Secrétaire général indiquait qu'il avait décidé de créer un état-major de mission de déploiement rapide minimal au sein du Secrétariat afin de

«fournir l'encadrement et les orientations voulus lors du déploiement et de la phase initiale de l'opération de maintien de la paix.» (*par. 13*)

Les projets visant à pourvoir les huit postes de l'équipe de mise en place de cet état-major avec, d'abord, des personnels fournis à titre gracieux et, deuxièmement, des personnels financés par des fonds bilatéraux, ont été rejetés en raison d'inquiétudes quant à la répartition géographique équitable de ces huit postes. La troisième option, un fonds d'affectation spéciale des Nations Unies, a été mise en place afin de rassembler des fonds suffisants pour la mise en oeuvre et le soutien des activités de cet état-major jusqu'à ce qu'un financement plus prévisible et plus stable puisse être trouvé. Mais le fonds d'affectation spéciale n'a jamais eu pour but de devenir une source de financement perpétuelle pour cet état-major.

Un événement important s'est produit depuis la création de ce fonds d'affectation spéciale de l'état-major de mission à déploiement rapide. L'an dernier, les propositions du Secrétaire général contenues dans le Volet 2 de la réforme contenaient une recommandation pour que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale envisagent des mesures

visant à renforcer la capacité de déploiement rapide de l'ONU. Cette recommandation a été entérinée par consensus au paragraphe 6 de la partie C de la résolution 52/12 B, qui demandait aux organes appropriés d'envisager à titre prioritaire des mesures spécifiques pour renforcer la capacité de déploiement rapide de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des opérations de maintien de la paix.

La résolution 1159 (1998) du Conseil de sécurité en date du 27 mars 1998 a autorisé une nouvelle mission de maintien de la paix appelée Mission des Nations Unies en République centrafricaine (MINURCA). Le Secrétariat a été chargé d'établir un nouvel état-major de mission à Bangui et de reprendre la direction de la Mission à partir du 15 avril 1998. Étant donné que l'état-major de mission à déploiement rapide n'existe pas encore, le Département des opérations de maintien de la paix a dû réunir le personnel nécessaire avec seulement 19 jours de préavis. Bien que ce Département soit parvenu à mettre en place un état-major comme cela lui avait été demandé, cette opération aurait été dans l'ensemble simplifiée si l'état-major de mission à déploiement rapide avait déjà été établi car son personnel permanent aurait pu assurer la continuité du processus de planification de la MINURCA qui avait été mis sur pied par le Département des opérations de maintien de la paix quelque temps auparavant.

L'Article 1 du Chapitre I de la Charte des Nations Unies stipule qu'un des objectifs de l'ONU consiste à prendre des mesures collectives efficaces en vue de prévenir et d'écarter les menaces à la paix. Le maintien de la paix est une des mesures qui a été conçue en vue d'assumer cette responsabilité collective. L'incapacité de l'Organisation d'établir rapidement un nouvel état-major de mission qui soit en mesure de diriger efficacement une opération, a toujours été l'une des principales faiblesses des opérations de maintien de la paix de l'ONU. La nécessité d'adopter des mesures concrètes en vue d'améliorer la capacité de déploiement rapide de l'Organisation dans le domaine des opérations de maintien de la paix a été reconnue comme étant une recommandation prioritaire dans le cadre du Volet 2 du programme de réformes et a été entérinée, comme je l'ai mentionné précédemment, dans la résolution 52/12 B de l'Assemblée générale.

Le fonds d'affectation spéciale pour l'état-major de mission à déploiement rapide devait être un mécanisme provisoire et non pas une source permanente de financement à cet effet. La présentation du compte d'appui par le Secrétariat recommandait le financement de huit postes pour l'équipe de mise en oeuvre de cet état-major. Le Secrétariat a également explicité le rôle particulier et les relations

d'organisation de l'état-major de mission à déploiement rapide. Son financement par le biais du compte d'appui permettra de faire en sorte que les huit postes soient pourvus sur la base d'une distribution géographique équitable sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à un personnel détaché à titre gracieux. La nouvelle mission de la MINURCA en République centrafricaine illustre parfaitement la raison pour laquelle l'ONU a toujours besoin d'un état-major de mission à déploiement rapide.

Le Canada, qui demeure attaché à l'idée d'un état-major de mission à déploiement rapide, souhaite que cette initiative importante fasse l'objet d'un examen approfondi au cours de la prochaine analyse des postes.

M. Sklar (États-Unis d'Amérique) (*interprétation de l'anglais*) : Nous voudrions nous associer au Canada, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande pour appuyer les deux déclarations qui viennent d'être faites par le Canada. En ce qui concerne l'état-major de mission à déploiement rapide, nous ne ferons pas d'autres commentaires dans la mesure où nous avons énergiquement appuyé l'exécution de cette fonction qui a été demandée, au cours des débats de la Cinquième Commission.

Nous aimerions revenir sur la première déclaration prononcée par le Canada au nom de son pays, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, au sujet d'une question qui avait été également mentionnée par l'Union européenne dans ses remarques finales. Au cours du débat de la Cinquième Commission, cette année, la transparence qui doit être le maître mot de cette Organisation, c'est-à-dire, la possibilité pour tous les Membres de demander une information et de l'obtenir, a été entravée et mise en échec, à cause, semble-t-il, de certains Membres qui étaient en position de force au sein du Bureau de la Cinquième Commission. Ceux qui jouissent d'une telle position ont la responsabilité supplémentaire de veiller à ce que les renseignements demandés et préparés soient transmis dans leur intégralité et qu'ils ne soient en aucun cas retardés, édités ou censurés.

Nous regrettons ce qui s'est passé à cet égard et nous demandons que cela ne se reproduise plus. La transparence, qui est notre devise, s'applique à chacun d'entre nous et pas seulement pour les questions qui présentent un intérêt particulier pour nous. Elle ne doit jamais être entravée, en particulier par ceux qui occupent des postes de responsabilité au sein de nos comités de travail ou à l'Assemblée générale.

M. Soares (Portugal) (*interprétation de l'anglais*) : Le Portugal approuve et appuie sans réserve l'explication de

vote que vient de faire le représentant du Royaume-Uni au nom de l'Union européenne. En ma qualité de délégué de mon pays, je voudrais ajouter que les efforts faits par des membres du Bureau de la Cinquième Commission pour arrêter la distribution de documents établis par le Secrétaire général, ou pour limiter la transmission des informations qu'ils contiennent à un certain nombre de délégations, sont inacceptables et ne peuvent qu'être condamnés.

L'élimination de certaines parties des documents établis par le Secrétariat pour informer les délégations est une forme de censure que la Cinquième Commission n'avait jamais connue auparavant et que le Portugal dénonce dans la mesure où elle ne contribue pas à entretenir le climat de confiance nécessaire entre les délégations pour faciliter la prise de décisions par consensus.

M. Atiyanto (Indonésie) (*interprétation de l'anglais*) : Qu'il me soit permis de prendre la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Ma délégation n'a pas l'intention de discuter de la déclaration prononcée par mon collègue du Royaume-Uni au nom de l'Union européenne et nous nous en tiendrons en effet à la décision prise, conformément aux règles et procédures de l'Assemblée générale, de ne pas rouvrir ce débat.

Au nom du Groupe des 77, je tiens à bien marquer que le Groupe des 77 et la Chine continuent de croire que le moment est mal choisi pour débattre de la question du barème des quotes-parts pour les opérations de maintien de la paix ou pour rouvrir le dossier sur cette question. Je voudrais également réitérer que les membres du Groupe des 77 et la Chine respectent le droit de chaque État Membre de cette Organisation. J'espère sincèrement que nous mettrons de côté toute méfiance et tout malentendu. Il n'est pas dans l'intérêt du Groupe des 77 et de la Chine de poursuivre un débat qui pourrait nuire à cette Organisation. De plus, nous espérons sincèrement que tous les États Membres de cette Organisation considéreront cette question avec un esprit ouvert.

M. Herrera (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) : À l'instar de la délégation indonésienne, ma délégation estime que le moment est mal choisi pour rouvrir le débat et l'examen de la question du barème des quotes-parts pour le financement des opérations de maintien de la paix. Néanmoins, nous voudrions préciser que si l'on décidait à un moment quelconque d'examiner cette question, ma délégation proposerait que la position plus importante de certains États au sein de l'Organisation soit également reflétée dans le barème des quotes-parts; c'est-à-dire que les États qui disposent d'un pouvoir politique plus important que le reste des membres de

l'Assemblée devraient payer davantage. Nous estimons que s'il y a des erreurs dans le barème actuel, il faudrait les expliquer et nous dire pourquoi ce sont des erreurs. Peut-être devrions-nous en effet procéder à une révision, laquelle devrait alors être appuyée par tous les États Membres.

M. Moktefi (Algérie) : Je m'excuse d'intervenir. Ce n'était pas prévu mais ma délégation est amenée à le faire à ce stade. Sans ouvrir un débat de fond, tout d'abord, ma délégation s'associe pleinement à la déclaration faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Ma délégation déplore profondément les accusations infondées et non objectives contre le Bureau, qui ont été formulées par certaines délégations aujourd'hui à cette séance plénière de l'Assemblée générale, en l'absence du Président de cette Commission, sans que les membres du Bureau aient eu la possibilité d'expliquer les circonstances dans lesquelles le Bureau a été amené à prendre une décision en toute souveraineté sur cette question. Pour donner un tableau plus transparent à cet égard, qu'il me soit permis de rappeler certains faits.

Quand cette demande de documents a été formulée au niveau d'une séance officielle de la Cinquième Commission, il y a eu différentes réactions : certains souhaitaient la communication de ce document, d'autres délégations, notamment le Groupe des 77 et la Chine, avaient formellement exprimé leur souhait que ce débat ne soit pas engagé au stade actuel, vu que la Cinquième Commission avait d'autres questions à son ordre du jour. Et donc sur la base des différentes interventions des délégations, en toute souveraineté et sur la base de critères objectifs et dans le souhait qu'il y ait un climat de travail serein au niveau de la Commission au niveau de sa reprise de session, le Bureau avait été amené à prendre la décision qui a été prise.

J'espère que le Président de la Cinquième Commission aura l'occasion d'expliquer davantage dans quelles circonstances le Bureau a pris ses responsabilités pour prendre une décision très précise.

Nous déplorons vivement et profondément les accusations infondées formulées par certaines délégations à l'encontre du Bureau de la Cinquième Commission.

M. Zhang Wanhai (Chine) (*interprétation du chinois*) : La délégation chinoise estime que le moment est mal choisi pour discuter du barème des quotes-parts des opérations de maintien de la paix. La délégation chinoise appuie

donc la déclaration et la position formulées par l'Indonésie au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

M. Monayair (Koweït) (*interprétation de l'arabe*) : Ma délégation voudrait brièvement indiquer qu'elle appuie la déclaration faite par l'Indonésie au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Mme Incera (Costa Rica) (*interprétation de l'espagnol*) : Ma délégation ne pensait pas intervenir à ce stade, mais, après avoir écouté les déclarations de plusieurs délégations, je regrette qu'elles se soient exprimées de façon injuste au sujet des membres du Bureau, d'autant plus que le Président de la Cinquième Commission avait déjà expliqué ce qui s'était passé lorsque le document en question a été demandé.

Ma délégation appuie pleinement ce que le Rapporteur de la Commission a déclaré il y a quelques instants.

Mme Buergo Rodríguez (Cuba) (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais intervenir très brièvement pour manifester l'appui de ma délégation à la déclaration faite par le représentant de l'Indonésie au nom du Groupe des 77 et de la Chine pour indiquer que nous ne sommes pas, à ce stade, prêts à rouvrir le point de l'ordre du jour relatif au barème des quotes-parts des opérations de maintien de la paix, point qui jusqu'à présent a déjà fait l'objet de larges négociations.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec la phase actuelle de notre examen du point 142 a) de l'ordre du jour.

Point 143 de l'ordre du jour (suite)

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne

Rapport de la Cinquième Commission (Deuxième partie) (A/52/846/Add.1)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 5 de la deuxième partie de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de décision sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de décision est adopté.

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec la phase actuelle de notre examen du point 143 de l'ordre du jour.

Point 161 de l'ordre du jour

Financement de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine

Rapport de la Cinquième Commission (A/52/942)

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Cinquième Commission au paragraphe 7 de son rapport.

La Cinquième Commission a adopté le projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même?

Le projet de résolution est adopté (résolution 52/249).

Le Président par intérim (*interprétation de l'espagnol*) : Nous en avons ainsi terminé avec la phase actuelle de notre examen du point 161 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 13 h 50.